

F. Z. OUFRIHA

Avant-propos

Ce troisième numéro Spécial Santé du CREAD rassemble quelques communications et travaux de recherche de l'équipe qui a fonctionné de 1986 jusqu'à 1989.

C'est donc avec beaucoup de retard que ces travaux sont publiés. Cela semble être apparemment une loi générale en matière de publication en Algérie.

Nous avons renoncé à présenter des cahiers par thématique spéciale comme nous l'avons toujours désiré, suite à quelques interférences et aux différentes pratiques qui ont cours dans le secteur.

Tels quels nous espérons que ces quelques éclairages ou synthèses partielles pourront aider à la réflexion générale qui se développe en la matière en Algérie suite à la montée des coûts des soins que nous identifions comme le principal problème d'ordre macro-économique que pose le fonctionnement du secteur dont les dépenses atteignent déjà 6 % du P. I. B. en 1988.

Au delà des vœux pieux et des déclarations lénifiantes, de sérieux problèmes persistent toujours au sein du système alors que le système lui-même et son "insertion" (ou plutôt sa désinsertion) au sein de l'économie reste, tout aussi redoutablement posé, si l'on considère qu'un seul des inputs nécessaires à son fonctionnement : Le médicament a coûté, en devises, l'équivalent de 2.300 millions de DA à l'économie nationale. Si nous y appliquons le taux de change parallèle du dinar, nous aurions une facture de 16.100 millions de DA (pour 1990) pour ce seul produit !

La même logique et les mêmes résultats observés aux niveaux des marchés réglementés en matière de produits alimentaires se développent de façon implacable et les incantations en la matière ne peuvent changer la réalité. Les faits sont têtus et la crise de l'Etat socialo-providence dont nous parlons par ailleurs, trouve là une de ses racines les plus puissantes : on ne peut satisfaire "les besoins" qu'en se mettant en position de produire les biens correspondants.

Echanger une matière première (les hydrocarbures) pour acquérir des "biens de base" "indispensables" est la pire des spécialisations internationales du travail et la pire insertion dans la division internationale du travail.

Les réformes en cours pourront-elles bousculer trop d'habitudes, de réflexes et de modes de fonctionnement, qui sont à la base de la dépendance dont les aspects sont multiformes et qui, en l'occurrence, est sanitaire..... Mais malgré la crise et ses problèmes, il y a comme une réticence ou une incapacité de poser frontalement un certain nombre de problèmes et de les traduire en actes.